

De opgerichte vestigingsplaats zal afhangen van de "Ecole clinique provinciale", gevestigd rue de Lodelinsart 157, te 6061 Montignies-sur-Sambre.

De machtiging wordt toegekend op voorwaarde dat de normen bedoeld in het voornoemde decreet van 3 maart 2004 bereikt worden.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2016.

Art. 3. De Minister van Gespecialiseerd onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 september 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE
De Minister van Onderwijs,
Marie-Martine SCHYNS

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2016/29489]

14 SEPTEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles international

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, l'article 4 ;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles conclu le 20 mars 2008 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles international

Vu l'avis du Comité de Direction de Wallonie-Bruxelles International, donné le 8 mars 2016 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur général des Finances, donné le 13 avril 2016 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 avril 2016 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 4 mai 2016 ;

Vu le protocole de négociation n° 702 du Comité de secteur XVI, établi le 27 mai 2016 ;

Vu l'avis 59.692/2/V du Conseil d'Etat, donné le 4 août 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre-Président et du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans les articles 277 et 294 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles international, les mots « plan opérationnel » sont chaque fois remplacés par les mots « contrat d'administration ».

Dans le livre II, titre II, chapitre II, section 5, les mots « Plan opérationnel » du même arrêté sont remplacés par les mots « contrat d'administration ».

Art. 2. L'article 276 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art 276. § 1^{er}. Un contrat d'administration est établi pour l'organisme, conformément à l'article 276/1.

Le contrat d'administration incluant une planification stratégique à cinq ans comprend au minimum :

- 1° une description des missions ;
- 2° une analyse de l'environnement et des principaux acteurs ;
- 3° les objectifs stratégiques et opérationnels ;
- 4° les projets stratégiques ;
- 5° l'affectation des moyens budgétaires et des ressources logistiques et liées aux technologies de l'information et de la communication ;
- 6° les plans de personnel et les organigrammes visés à l'article 10 ;
- 7° les modalités de fonctionnement entre les Gouvernements et l'organisme ;
- 8° les modalités de communication externe.

§ 2. Le mandataire s'appuie sur le ou les vade-mecums adoptés par les Gouvernements pour rédiger le contrat d'administration. ».

Art. 3. Dans le même arrêté sont insérés les articles 276/1 à 276/4 rédigés comme suit :

« Art. 276/1. Dans les six mois de la désignation des mandataires de rang A2, le ou les fonctionnaires dirigeants transmettent un projet de contrat d'administration aux Gouvernements.

Les Gouvernements et le ou les fonctionnaires dirigeants négocient le projet de contrat d'administration.

Dans les douze mois de la désignation des mandataires, les Gouvernements adoptent le contrat d'administration.

Art. 276/2. Chaque année, après le vote du budget par les Parlements, le ou les fonctionnaires dirigeants transmettent un rapport de suivi du contrat d'administration aux Gouvernements par l'intermédiaire du ou des Ministres qui ont les relations internationales dans leurs attributions.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} présente:

- 1° l'évolution de l'atteinte des objectifs et des projets stratégiques ;
- 2° les nouveaux risques identifiés par rapport à la mise en œuvre du contrat ;
- 3° les propositions de modification du contrat d'administration.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} assure la cohérence entre le contenu du contrat d'administration et le budget voté pour l'année.

Art. 276/3. Les Gouvernements et le ou les fonctionnaires dirigeants, à la demande d'une des parties, peuvent modifier le contrat d'administration selon une procédure fixée dans le ou les vade-mecums.

Un délai minimum de six mois s'écoule entre deux modifications.

Art. 276/4. Le contrat d'administration prend fin par la conclusion d'un nouveau contrat d'administration conformément à l'article 276/1.

Au plus tard six mois avant l'expiration du contrat d'administration, le ou les fonctionnaires dirigeants soumettent aux Gouvernements leur évaluation du contrat et de sa mise en œuvre. Ils y joignent leurs recommandations pour l'établissement du prochain contrat d'administration. ».

Art. 4. Dans l'article 277 du même arrêté, les mots « à l'article 276 » sont chaque fois remplacés par les mots « à l'article 276/3 ». Les mots « du plan ou » sont supprimés.

Dans l'alinéa 2, la première formulation des mots « à l'article 276 » doit être remplacée par les mots « à l'article 286 ».

Art. 5. L'article 286 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 286. § 1^{er}. Les Gouvernements évaluent les mandataires de rang A2 deux ans après la désignation des mandataires et dans le courant de la dernière année de la législature à un moment déterminé par le ou les Ministres fonctionnels.

§ 2. L'évaluation porte sur le niveau de réalisation des missions de gestion et des objectifs, ainsi que sur les prestations concrètes résultant des objectifs stratégiques et opérationnels qui répondent à la lettre de mission et au contrat d'administration ou au contrat d'objectifs.

L'évaluation se base sur le rapport de suivi annuel. Les Ministres fonctionnels peuvent demander un rapport complémentaire au mandataire.

§ 3. Si un élément contenu dans le rapport visé au paragraphe 2, alinéa 2, ou toute autre circonstance dûment mentionnée le justifie, les Ministres ayant les relations internationales dans leurs attributions décident qu'une évaluation supplémentaire est effectuée au cours du mandat. ».

Art. 6. L'article 287 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 287. L'évaluation fait l'objet d'une des mentions suivantes :

1° « favorable » : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans la lettre de mission et dans le contrat d'administration ou le contrat d'objectifs dont le mandataire est responsable, coresponsable ou contributeur, mais dans cette dernière hypothèse uniquement pour sa contribution, ont soit été suffisamment réalisés quantitativement et qualitativement et dans les délais prévus, soit n'ont pas été suffisamment réalisés ou dans les délais prévus mais qu'il apparaît, sur base des éléments de justification présentés par le mandataire, que cette situation est due à des circonstances imprévisibles ou à des éléments extérieurs qui ne lui sont pas imputables ;

2° « réservé » : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans la lettre de mission et dans le contrat d'administration ou le contrat d'objectifs dont le mandataire est responsable, coresponsable ou contributeur, mais dans cette dernière hypothèse uniquement pour sa contribution, n'ont été que trop partiellement réalisés quantitativement ou qualitativement ou pas dans les délais prévus ;

3° « défavorable » : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans la lettre de mission et dans le contrat d'administration ou le contrat d'objectifs dont le mandataire est responsable, coresponsable ou contributeur, mais dans cette dernière hypothèse uniquement pour sa contribution, n'ont été qu'insuffisamment réalisés quantitativement ou qualitativement ou pas dans les délais prévus. ».

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2016.

Art. 8. Le Ministre qui a les Relations internationales dans ses attributions et le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 septembre 2016.

Le Ministre-Président,
Rudy DEMOTTE

Le Ministre du Budget de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
André FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29489]

14 SEPTEMBER 2016. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles International »

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen « Wallonie-Bruxelles », gesloten op 20 maart 2008, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het decreet van 9 mei 2008 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen « Wallonie-Bruxelles », gesloten op 20 maart 2008;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles International »;

Gelet op het advies van het Directiecomité van “Wallonie-Bruxelles International”, gegeven op 8 maart 2016;

Gelet op het advies van de Algemene Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 april 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 april 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 4 mei 2016;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 702 van het Comité van sector XVII, gesloten op 27 mei 2016;

Gelet op het advies nr. 59.692/2/V van de Raad van State, uitgebracht op 4 augustus 2016, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-President en van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de artikelen 277 en 294 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles International », worden de woorden “het operationeel plan” telkens vervangen door de woorden “de bestuursovereenkomst”.

In boek II, titel II, hoofdstuk II, afdeling 5, worden de woorden “Operationeel plan” van hetzelfde besluit vervangen door de woorden “bestuursovereenkomst”.

Art. 2. Artikel 276 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Art. 276. § 1. Er wordt een bestuursovereenkomst opgesteld voor de instelling, overeenkomstig artikel 276/1.

De bestuursovereenkomst, met een strategische planning voor een periode van vijf jaar, bevat minstens :

1° een beschrijving van de opdrachten;

2° een analyse van de omgeving en van de voornaamste actoren;

3° de strategische en operationele doelstellingen;

4° de strategische projecten;

5° de bestemming van de budgettaire middelen en de logistieke middelen en de middelen verbonden aan de informatie en de communicatie;

6° de plannen inzake personeel en de organogrammen bedoeld bij artikel 10;

7° de nadere regels voor de werking tussen de Regeringen en de instelling;

8° de nadere regels voor de externe communicatie.

§ 2. De mandaathouder steunt op het(de) vademecum(s) aangenomen door de Regeringen voor het opstellen van de bestuursovereenkomst.”.

Art. 3. In hetzelfde besluit worden de artikelen 276/1 tot 276/4 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 276/1. Binnen de zes maanden na de aanwijzing van de mandaathouders van rang A2, zendt(-en) de leidend(e) ambtenaar(-aren) een ontwerp van bestuursovereenkomst aan de Regeringen over.

De Regeringen en de leidend(e) ambtenaar(-aren) bepalen in onderlinge overeenstemming het ontwerp van bestuursovereenkomst.

Binnen de twaalf maanden na de aanwijzing van de mandaathouders keuren de Regeringen de bestuursovereenkomst goed.

Art. 276/2. Ieder jaar, na de goedkeurende stemming door de Parlementen van de begroting, zendt(-en) de leidend(-e) ambtenaar(-aren) een verslag van follow-up van de bestuursovereenkomst aan de Regeringen over door toedoen van de Minister(-s) bevoegd voor de internationale betrekkingen.

In het verslag bedoeld bij het eerste lid worden opgenomen:

1° de evolutie van de verwezenlijking van de strategische doelstellingen en projecten;

2° de nieuwe risico's die geïdentificeerd werden in verband met de implementering van de overeenkomst;

3° de voorstellen van wijziging van de bestuursovereenkomst.

Het verslag bedoeld bij het eerste lid zorgt voor de coherentie van de inhoud van de bestuursovereenkomst met de begroting die voor het jaar goedgekeurd werd.

Art. 276/3. De Regeringen en de leidend(-e) ambtenaar(-aren), op verzoek van één van de partijen, kunnen de bestuursovereenkomst wijzigen mits inachtneming van de procedure bepaald in het(de) vademecum(-s).

Er verloopt een minimumtermijn van zes maanden tussen twee wijzigingen.

Art. 276/4. De bestuursovereenkomst neemt een eind door de sluiting van een nieuwe bestuursovereenkomst overeenkomstig artikel 276/1.

Ten laatste zes maanden na het verstrijken van de bestuursovereenkomst, leggen(legt) de leidend(e) ambtenaar(-aren) aan de Regeringen hun evaluatie voor van de overeenkomst en van haar implementering. Ze voegen er hun aanbevelingen toe voor het opstellen van de volgende bestuursovereenkomst.”.

Art. 4. In artikel 277 van hetzelfde besluit, worden de woorden “in artikel 286” telkens vervangen door de woorden “in artikel 276/3”. De woorden van het plan of” worden geschrapt.

In het tweede lid wordt de formulering van de woorden “in artikel 276” vervangen door de woorden “in artikel 286”.

Art. 5. Artikel 286 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Art. 286. § 1. De Regeringen evalueren de mandaathouders van rang A2 twee jaar na de aanwijzing van de mandaathouders en gedurende het laatste jaar van de legislatuur op een ogenblik bepaald door de functioneel bevoegde Minister(s).

§ 2. De evaluatie heeft betrekking op het niveau van de verwezenlijking van de beheersopdrachten en van de doelstellingen, alsook op de concrete prestaties die voortvloeien uit de strategische en operationele doelstellingen die beantwoorden aan hun opdrachtenblad en aan de bestuursovereenkomst of aan de doelstellingenovereenkomst.

De evaluatie steunt op het verslag over de jaarlijkse follow-up. De functioneel bevoegde Ministers kunnen een aanvullend verslag aan de mandaathouder vragen.

§ 3. Indien een element vervat in het verslag bedoeld bij paragraaf 2, tweede lid, of elke andere omstandigheid met redenen omkleed dit verantwoordt, beslissen de Ministers bevoegd voor de internationale betrekkingen tot een bijkomende evaluatie gedurende het mandaat.”.

Art. 6. Artikel 287 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Art. 287. De evaluatie geeft aanleiding tot één van de volgende vermeldingen :

1° « gunstig » : wanneer de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen vervat in het opdrachtenblad en de bestuursovereenkomst of de doelstellingenovereenkomst waarvoor de mandaathouder verantwoordelijk is, mede verantwoordelijk is of waartoe hij bijdraagt, maar in dit laatste geval enkel voor zijn bijdrage, voldoende en binnen de gestelde termijn kwantitatief en kwalitatief bereikt werden, of wanneer ze niet voldoende of binnen de gestelde termijn kwantitatief of kwalitatief bereikt werden, maar indien de mandaathouder kan aantonen dat die toestand toe te schrijven is aan onvoorspelbare omstandigheden of aan omstandigheden die niet van hem afhangen;

2° « met voorbehoud » : wanneer de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen vervat in het opdrachtenblad en de bestuursovereenkomst of de doelstellingenovereenkomst waarvoor de mandaathouder verantwoordelijk is, mede verantwoordelijk is of waartoe hij bijdraagt, maar in dit laatste geval enkel voor zijn bijdrage, kwantitatief of kwalitatief slechts te gedeeltelijk bereikt werden of niet binnen de gestelde termijn bereikt konden worden;

3° « ongunstig » : wanneer de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen vervat in het opdrachtenblad en de bestuursovereenkomst of de doelstellingenovereenkomst waarvoor de mandaathouder verantwoordelijk is, mede verantwoordelijk is of waartoe hij bijdraagt, maar in dit laatste geval enkel voor zijn bijdrage, kwantitatief of kwalitatief slechts onvoldoend bereikt werden of niet binnen de gestelde termijn bereikt konden worden.”.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2016.

Art. 8. De Minister bevoegd voor de internationale betrekkingen en de Minister van Ambtenarenzaken worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 september 2016.

De Minister-President,
Rudy DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
André FLAHAUT

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2016/29491]

24 AOUT 2016. — Arrêté ministériel approuvant le dossier de référence de l'unité d'enseignement intitulée « « Préparation » Networking » (code 298324U31D1) classée dans le domaine des sciences de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale,

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 137 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale ;

Vu l'avis conforme du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale du 30 juin 2016,

Arrête :

Article 1^{er}. Le dossier de référence de l'unité d'enseignement intitulée « « Préparation » Networking » (code 298324U31D1) est approuvé.

Cette unité d'enseignement est classée dans le domaine des sciences de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court.